

Grand Paris Express : atterrissage en douceur ou crash en douleur ?

Grosse émotion vendredi soir dans le Grand Paris. Le milliard d'euros de dotation en capital de la Société du Grand Paris, ne figurera pas dans le triennal, nom courant de la loi de programmation pluriannuelle des finances publiques 2013-2016. A première vue, c'est une grosse tuile. En présentant récemment le lancement de la concertation sur la ligne rouge sud, le président du directoire de la SGP Etienne Guyot et son directeur Didier Bense, avaient souligné qu'ils n'avaient pas besoin de voir cette dotation apparaître dans la loi de finances 2013 (voir l'article « Le Grand Paris Express trace au sud » qui suit) mais qu'il serait préférable qu'elle soit dans le triennal. Or, zéro. Cela signifierait-il que le gouvernement enterre le projet de métro Grand Paris Express ?

Depuis l'arrivée de François Hollande à l'Elysée, la question du Grand-Paris-de-Sarkozy était pendante. Les signes toutefois, se sont accumulés, mais contradictoires. D'un côté, le candidat Hollande écrivait au président de l'Association des maires d'Ile-de-France (voir l'article « François Hollande continuera le Grand Paris » qui suit) : « On ne balaie pas d'un revers de main les travaux et l'énergie consacrés depuis quelques années sous prétexte d'une élection présidentielle ». Mais précisait aussi : « Reste à trouver les financements nécessaires pour aboutir puisque le gouvernement qui a proposé la création du réseau de transports du Grand Paris n'a pas su trouver les financements pour atteindre l'objectif final. ».

De l'autre, Cécile Duflot, ministre en charge du Grand Paris, déclarait, lors de sa première sortie publique sur le sujet (voir l'article « Cécile Duflot : "Le Grand Paris ne sera pas Dubaï-sur-Seine" » qui suit) : « Le Grand Paris n'aurait pas de sens s'il se construisait pour ses concurrents plutôt que pour ses habitants. Le Grand Paris ne sera pas Dubaï-sur-Seine ». Allusion à peine voilée à la logique des clusters, initiée par Christian Blanc et reprise en partie dans les Contrats de développement territorial (CDT).

C'est donc dans ce climat incertain que s'est produit l'un de ces phénomènes collectifs de pensée magique qui surviennent même dans les milieux les plus rationnels. A la décharge des acteurs, Nicolas Sarkozy avait créé l'ambiance en promettant une dotation en capital de 4 milliards d'euros pour la Société du Grand Paris, sa créature. Et en ne la lâchant jamais. Les ministres successifs en charge du Grand Paris, les deux patrons successifs de la SGP, ont alors été contraints de répéter en boucle que non, ils n'avaient pas encore les 4 milliards et que, non, ils n'en avaient pas besoin tout de suite. Les 4 milliards tournaient au talisman introuvable.

Puis, par une transmutation que nul ne s'explique, les 4 milliards sont devenus un seul milliard. A nouveau, l'incertitude, encore plus pesante dans le contexte d'alternance. Tel Godot, l'arbitrage sur le milliard était attendu ces dernières semaines à la SGP, mais aussi au conseil régional et chez les élus. Le voilà qui arrive et pas de milliard.

Est-ce la fin du Grand Paris ? Pas si simple. Depuis quelques semaines, les services de Cécile Duflot ont entamé une remise à plat totale du projet. Une mission d'audit a en particulier été confiée à Pascal Auzannet, qui avait déjà expertisé la ligne orange (voir l'article « Métro Grand Paris : un rapport pour préciser le système » qui suit). Il s'agit d'évaluer les coûts réels et de voir comment cette vaste entreprise pourrait être phasée. Les vingt tunneliers simultanés qui faisaient fantasmer Christian Blanc sont bel et bien enterrés. Parmi les coûts sous-estimés, figurent par exemple les interconnexions. « Parce que l'ancien gouvernement voulait les mettre sur le dos du Stif », dit un proche du dossier.

Pour le reste, dans l'entourage de la ministre, on rappelle que le Grand Paris ne figure pas dans la liste du Schéma national des infrastructures de transports dont certains projets risquent d'être remis en cause. « Personne n'a jamais dit on arrête tout ». Mais il y aura une sérieuse révision de l'ordre dans lequel sont faites les choses. L'ancienne commande - tout lancer en même temps - ne hiérarchisait pas, fait-on remarquer au ministère. Les élus n'ont pas fini de harceler le gouvernement.

Et l'argent ? L'absence d'inscription d'une somme dans une loi de finance n'empêcherait rien pour l'instant puisque la SGP dispose de ressources propres et, pour le moment, encaisse plus qu'elle ne dépense. Son « petit magot » comme dit un proche du dossier, pourrait d'ores et déjà lui permettre d'emprunter.

Reste la question des signaux envoyés à l'extérieur. Certains investisseurs ont des projets grandioses, comme Auchan avec Europacity sur le triangle de Gonesse (voir l'article « A Gonesse, le projet géant d'Auchan » qui suit). Pas de métro, pas d'euros. Plus généralement, la vingtaine de Contrats de développement territorial que le préfet d'Ile-de-France a négocié avec les élus depuis un an tournent tous autour d'une ou plusieurs gares du Grand Paris Express. De gros objectifs de construction de logements y figurent. Pas de gare, pas contrat ? On ne s'ennuiera pas au séminaire que la préfecture de région organise le 14 novembre sur les CDT.

Le Grand Paris Express trace au sud

La concertation de la ligne rouge sud du Grand Paris Express va commencer ce jeudi 13 septembre par une première réunion à Arcueil. Vingt autres suivront jusqu'au 15 novembre. Donc, si vous habitez le long de cette future ligne qui ira de Pont-de-Sèvres à Noisy-Champs, et qui se présente comme ça...



Grand Paris Express, ligne rouge sud

Vous pouvez aller vous renseigner, et trouver les dates des réunions publiques sur le site dédié à ce tronçon (<http://www.lignerougesud.fr/>).

Rejeton de l'ex-Orbival, pour lequel les élus du Val-de-Marne militèrent main dans la main pendant des années, cette ligne sud en rocade a bénéficié de ce travail de préparation. Résultat : c'est la plus avancée du réseau Grand Paris Express. A la fin de l'année, elle pourra être soumise à enquête publique, préalable à la déclaration d'utilité publique et véritable entrée dans le dur. Les premiers travaux de dérivation des réseaux doivent avoir lieu fin 2013 pour une mise en service fin 2018.

La Société du Grand Paris aurait pu se contenter d'un site web pour assurer la concertation : elle a préféré déployer les grands moyens, avec la farandole de réunions publiques, 600 000 dépliant, un site dédié, une présence sur les réseaux sociaux.

Fidèle à sa méthode, Etienne Guyot, président du directoire de la SGP, veut « montrer que cela avance ». Il se défend d'« appréhender le sujet de cette concertation comme un moyen de pression sur le gouvernement ». Mais la SGP, qui est toujours dans l'attente de l'arbitrage sur le milliard de la dotation en capital qu'elle attend, a intérêt à ne pas disparaître du paysage mental de Bercy.

Les 33 kilomètres de la ligne rouge sud coûteront 5 milliard d'euros d'investissement, auxquels il faut rajouter 270 millions d'acquisitions foncières et 275 millions de matériel roulant. L'apport de la dotation en capital doit permettre au maître d'ouvrage d'emprunter dans de bonnes conditions. « Nous verrons s'il y a dotation en capital ou s'il faut avoir davantage recours à l'emprunt, et plus tôt, explique Etienne Guyot, fataliste. Le montant de l'emprunt peut être recalibré en fonction de la dotation en capital ».

A la SGP, on affirme n'avoir de gros besoins de trésorerie qu'à partir de 2015. « Dans la loi de finances 2013, nous n'avons besoin de rien », dit Didier Bense, son directeur. Mais la SGP espère bien voir sa dotation figurer dans le budget triennal 2013-2018 de l'Etat, qui fixe les plafonds de dépenses par politiques publiques.

François Hollande continuera le Grand Paris

Elu président de la République, François Hollande ne mettrait pas fin à tout le processus qui s'est engagé depuis des années pour structurer la métropole parisienne. Répondant à un questionnaire que l'Association des maires d'Île-de-France a envoyé aux candidats, François Hollande donne - dans un courrier que Libération s'est procuré - l'assurance qu'il poursuivra le Grand Paris.

Tout d'abord, il consacre le travail accompli au sein de Paris Métropole. « L'Etat, écrit-il, ne restera pas indifférent à la situation de la région capitale, mais je fais toute confiance aux élus pour définir ensemble les outils de la solidarité métropolitaine et pour mettre en place la structure et l'administration nécessaires à la mobilisation de tous ». Sur la péréquation financière entre collectivités riches et pauvres, en particulier, Hollande compte sur les élus : « Je ne peux plus accepter que des villes soient coupées de tout, alors que

d'autres refusent de mutualiser leurs ressources. C'est pourquoi je donnerai une feuille de route aux élus : définir collectivement des outils pour la mise en œuvre de politiques plus efficaces ».

Mais surtout, François Hollande conserverait l'acquis de l'accord Etat-région sur les transports collectifs. « Je serai bien entendu très attentif à ce que le projet du Grand Paris se poursuive car les accords trouvés méritent d'être menés à bien. On ne balaie pas d'un revers de main les travaux et l'énergie consacrés depuis quelques années sous prétexte d'une élection présidentielle. Par ailleurs, poursuit-il, nous ne devons prendre aucun retard. Reste à trouver les financements nécessaires pour aboutir puisque le gouvernement qui a proposé la création du réseau de transports du Grand Paris n'a pas su trouver les financements pour atteindre l'objectif final. Il nous laisse des engagements pris auprès des citoyens. Nous étudions actuellement la meilleure manière de financer les promesses pour être à la hauteur de leurs attentes ».

En clair : le Grand Paris Express continue mais la question de son financement reste entière.

Autre volet du courrier : le logement. François Hollande confirme au représentant des maires d'Ile-de-France, Michel Teulet, ce qu'il avait déjà annoncé : « L'encadrement des loyers, la cession gratuite des terrains de l'Etat en vue de construire beaucoup plus de logements sociaux ou encore le doublement du plafond du livret de Caisse d'épargne ». Pour les communes qui « ne jouent pas le jeu de la SRU », le Président demandera aux préfets « de se substituer aux maires pour la délivrance des permis de construire ». Il reconnaît que « cette possibilité n'est jamais mise en oeuvre aujourd'hui ». Et ajoute : « Demain, elle le sera ».

Dans sa lettre François Hollande aborde aussi la question de la gouvernance, sur laquelle Paris Métropole a commencé à phosphorer. Pour Hollande, « la question de la gouvernance institutionnelle est seconde aujourd'hui ». Mais pas les problèmes. Le candidat ne veut pas « prendre le risque de repousser le passage à l'action par des réformes institutionnelles qui prendraient beaucoup de temps et rejetteraient les projets concrets sine die ».

Faisant allusion aux propositions de fusion des quatre départements centraux défendues, entre autres, par Claude Bartolone, Hollande note que « nombre d'hypothèses sont sur la table », dont certaines « plus audacieuses que d'autres ». Mais il estime qu'elle tendent toutes « à résoudre les problèmes posés par le morcellement des compétences - notamment le logement - ou le découpage des collectivités peu adapté aux réalités des bassins de vie ».

Et de conclure en appelant la région capitale à se rapprocher « du droit commun en matière d'intercommunalité et de partage des compétences ». Et en insistant à nouveau sur les « dispositifs de solidarité » qu'il veut « plus efficaces ».

A Gonesse, le projet géant d'Auchan

Chose rare dans la vie de la République, le Président avait évoqué il y a quelques mois un futur centre commercial. Dans une interview à l'élégante revue L'Architecture d'aujourd'hui, Nicolas Sarkozy - après avoir dit : « Je vais vous surprendre » - faisait cette annonce : « Le groupe Auchan souhaite construire un très grand complexe commercial, culturel, sportif et récréatif, un équipement unique dédié aux cultures européennes, qui posséderait une architecture exceptionnelle ». Il prédisait un « prototype d'urbanisme commercial à visage humain ».

C'est donc lestés de cette lourde charge symbolique que les dirigeants d'Immochan, filiale immobilière du groupe de distribution, ont présenté ce matin les quatre projets architecturaux qui seront en compétition pour créer, sur le triangle de Gonesse entre Le Bourget et Roissy, Europa City. Il y aura 50 % de commerces (230 000 mètres carrés), mais aussi 170000 mètres carrés d'équipements de loisirs, 50000 mètres carrés d'équipements culturels et 27000 chambres réparties dans une dizaine d'hôtels.



Europa City vu par les Danois de BIG

Pour Auchan, il s'agit de renouveler le concept de centre commercial, un peu fatigué ces dernières années. Et de réussir à importer en France le « mall » à l'américaine, véritable destination en soi, au delà de la corvée des courses.

Pour l'Elysée, les ambitions de cet investisseur privé sont apparues comme pain bénit : un repère du Grand Paris servi sur un plateau. Christian Blanc, secrétaire d'Etat au Développement de la région capitale, aurait bien voulu que ce fleuron vienne orner le plateau de Saclay mais les commerçants d'Auchan ont trouvé que les flux qui se déplacent aux environs de l'aéroport Charles-de-Gaulle offraient de meilleures perspectives.

Ils ont donc creusé leur idée sur le triangle de Gonesse, et l'ont fait avancer avec les pouvoirs publics. Douze comités de pilotage, coprésidés par le préfet de la région et le maire de Gonesse, se sont déjà réunis et les études sont menées depuis avril 2011.

Parmi les quatre équipes d'architectes retenus, deux sont françaises - Valode et Pistre et Manuelle Gautrand - et deux étrangères - le Danois Bjarke Ingels (BIG) et les Norvégiens de Snohetta. Tous ont dû répondre à un cahier des charges qui leur imposait de se glisser dans la coulée verte prévue sur le site, de partir en largeur plutôt qu'en hauteur (avions) et d'intégrer...une piste de ski. Les études montrent que ce type d'équipement attire du monde à la ronde. Peut-on faire un bâtiment écolo en fabriquant de la neige tout l'année ? « Il suffit de récupérer la chaleur qui sort au cul du frigo », dit l'un des concepteurs.

Trois projets sur quatre plantent les toits et en font un lieu de promenade. Les Norvégiens poussent l'exercice jusqu'à mettre des surfaces cultivées sur ces dizaines d'hectares. Les quatre maquettes seront présentées au Mipim de Cannes, la grande foire de l'investissement immobilier, en mars. Puis le lauréat sera choisi à l'automne.

Ah, j'oubliais, voici les images.



BIG (Bjarke Ingels) avec Base, Tess, Transsolar, Transitec.



Manuelle Gautrand, avec David Besson-Girard, Franck Boutté, SNC Lavalin



Valode & Pistre, avec Michel Desvignes, Egis, Iosis, Elioth



Snohetta, avec Ghery Technologies, RWDI